

CONFERENCE FECRIS 2014
« Sectes et faux débats sur les Droits de l'Homme »

Lundi 24 mars 2014-10-14

Bruxelles

Salle des Congrès de la Chambre des Représentants, Palais de la Nation

Hans-Werner Carlhoff

Initiative d'aide aux efforts des parents et personnes concernées contre les associations enregistrées comme nouveaux mouvements religieux et idéologiques (EBIS), Stuttgart

Ancien chef du Groupe de travail interministériel sur les groupes dits sectes et psycho-groupes du land de Bade-Wurtemberg, et directeur pendant de nombreuses années de « L'action pour la protection de la jeunesse » du Bade-Wurtemberg

Violation des droits de l'Homme par des groupes sectaires -
Quand les enfants, les jeunes et les parents en sont victimes

1 Les victimes de sectes ont aussi des droits

Pendant plus de vingt ans, en tant que directeur du " Groupe de travail interministériel sur les présumés sectes et psycho-groupes", créé par le Land de Bade-Wurtemberg dans les années 90, j'ai été confronté à la violation des droits de l'Homme imputable à l'activité de divers groupes sectaires. Pendant plus de vingt ans j'ai eu connaissance de personnes prises dans des systèmes de croyances rigides, de pseudo religions ou sectes religieuses, couramment appelés en Allemagne "sectes et psycho-groupes"; elles étaient en souffrance mentale, gravement et physiquement atteintes et pour certaines soumises à une exploitation financière sans borne.

La victime est en général une personne majeure pleine d'espoir et de dévouement, induite en erreur par leurs propositions en apparence attractives. Elle se retrouve ensuite dans une situation qui peut la conduire au suicide dans les cas les plus extrêmes. Sur la forme spécifique de dépendance à ces dites « sectes et psycho-groupes », il existe une foule d'études scientifiques, dont il n'est pas nécessaire de parler ici. Mais les membres de la famille, conjoint, parents, enfants sont également concernés ; ils sont aussi des victimes particulièrement vulnérables et nous devons reconnaître une évidence qu'ils sont à bien des égards sans défense !

En tant que représentant de l'Etat, je sais d'expérience que la politique des tribunaux et de l'administration offre peu de possibilités pour assurer un système d'aide efficace à ces victimes. C'est particulièrement tragique pour les mineurs, bébés, enfants et adolescents. Sur les bases de ce constat, je me suis personnellement engagé dans le travail de l'association « Initiative d'aide aux efforts des parents et personnes concernés contre les associations enregistrées comme nouveaux mouvements religieux et idéologiques » (EBIS) à Stuttgart. J'ai vu en effet que les droits et les intérêts des victimes de sectes et les psycho-groupes y étaient représentés). Mais ces dernières ont souvent de grosses ressources financières. Ils sont en mesure d'engager les avocats les plus coûteux et ont les moyens nécessaires pour organiser un lobbying auprès de la finance, de la politique et dans la société.

2. Le "Politiquement Correct"- un argument qui met K.O. les personnes concernées?

La problématique des droits de l'homme, de la tolérance et de la discrimination et le problème des droits des minorités sont plus que jamais débattus dans notre société d'Europe Centrale, sous l'angle du "politiquement correct".

Qu'est-ce que cela signifie pour des victimes dont les vies sont potentiellement ou réellement détériorées par de tels groupes ? La situation de ces victimes peut empirer, en particulier lorsque ces mêmes groupes appelés sectes et psycho-groupes sont soutenus par décision gouvernementale et par des statuts obtenus en toute légalité, et quand ils revendiquent d'agir dans l'intérêt des "Droits de l'homme" auxquels ils ont droit, et se prétendent partisans et même défenseurs des droits fondamentaux.

Une contradiction est manifeste : il est politiquement correct de considérer et de soutenir les intérêts des prétendues "minorités religieuses" dont nombre de sectes et psycho-groupes considèrent faire partie, et il semble populaire de se faire le champion du soutien public de ces minorités. Mais qui protège les personnes et les intérêts de ces personnes qui sont devenus la cible et le champ de manœuvre de ces groupes, et qui y ont vécu l'exploitation et autres abus ?

Le « politiquement correct » est-il aveugle ou nie-il tout simplement la liberté des personnes affectées par des groupes sectaires ? Les personnes sont-elles les victimes des préjugés populistes publics ? Le « politiquement correct » signifierait-il que les personnes qui ont eu à souffrir de tels groupes n'ont qu'à s'en prendre à elles-mêmes si elles se retrouvent dans une situation affligeante mentalement et physiquement, et dans une situation financière souvent déplorable !

D'autre part : le "politiquement correct" ne provoque-t-il pas, pour finir, une situation où l'on se retrouve socialement incapable de se débarrasser des raisons qu'on a

invoquées en public ? On en trouve un exemple dans un article de journal du 7 janvier 2014 : "Lorsque les membres de l'Etat d'Oklahoma, USA, eurent approuvé l'installation d'un monument dédié aux Dix Commandements (de la Bible), un véritable rush d'autres groupes religieux s'est enclenché. Au grand dam des élus, des satanistes ont présenté les plans d'une statue du diable. L'organisation "Temple Satanique", située à New York, a présenté une ébauche du monument sur Facebook : c'était un grand Baphomet assis, avec une tête de chèvre, des yeux rouges ardents et des ailes hautes de deux mètres. Ce personnage de fiction est vénéré par les satanistes comme étant une figure du diable. Pour apaiser des parents inquiets, l'image de deux enfants rians complétaient l'ensemble"...

3. Les droits de l'homme comme instruments de propagande.

Sur Wikileaks on peut trouver des dossiers du Consulat Général des Etats-Unis à Francfort sur Main, entre autres sur la visite d'un diplomate américain dans mon bureau du Ministère à Stuttgart. Je me souviens encore des diverses discussions qui ont eurent lieu il y a quelques années. C'était à propos des droits de l'homme et de l'accusation portée par les Américains, selon laquelle les droits de l'homme de la Scientologie étaient violés en Allemagne. Lors de ces consultations, le consul responsable de ces questions m'a aussi parlé de sa famille et de son enfant. Nous étions d'accord pour dire qu'une bonne éducation et un soutien pédagogique pour les enfants et les jeunes constituent une base fondamentale pour leur avenir. Peu avant cette conversation avec le consul américain, la Scientologie avait lancé une campagne massive de relations publiques à Stuttgart, où elle faisait la promotion de l'offre d'aide à l'apprentissage "Applied Scholastics" (ApS). Il va sans dire que cette offre était à considérer comme une "porte ouverte" pour la Scientologie vers le secteur de l'éducation, en tant que partie du programme scientologue ABLE ("Association for Better Living and Education), lui-même connecté à la campagne médiatique "The Way to Happiness" ("Way to Happiness Foundation). Dans ce contexte, la campagne de la Scientologie pouvait être perçue comme étant une organisation d'aide indépendante qui prétendait travailler "ensemble pour les droits de l'homme", et être à son tour connectée à l'organisation Scientologue "Youth for Human Rights", "United for Human Rights" ou "International Foundation for Human Rights & Tolerance".

Je me souviens encore très clairement de la première réaction de mon interlocuteur, une franche grimace, lorsque je lui demandai comment il réagirait si son fils revenait de l'école avec du matériel de promotion de la Scientologie et faisait part de ses intentions de rejoindre les actions scientologues pour la jeunesse. Même sans obtenir de réponse à ma question, je savais pertinemment que la Scientologie et les autres "religions minoritaires" sont soutenues de manière *offensive* par les missions diplomatiques des Etats-Unis, comme cela a déjà été documenté dans les rapports annuels du Département d'Etat américain sur la situation de la liberté religieuse en Allemagne. A mes yeux, cela était pour le moins en contradiction avec l'opinion privée

de mon ancien interlocuteur américain, qui a fini par admettre, vers la fin de la conversation, qu'en pareille circonstance, il aurait rendu une visite officielle à la branche de la Scientologie de Stuttgart...

4. Les sectes malfaisantes : où les enfants et les jeunes sont cibles et victimes des violations des droits de l'homme.

L'appréciation du public qui veut que seulement quelques enfants et adolescents soient des victimes directes des groupes dits sectes et psycho-groupes est fautive. En réalité, nous sommes souvent confrontés à des cas particulièrement dramatiques de violation des droits de l'homme par ces groupes à l'encontre des membres les plus fragiles de la société, c'est à dire contre des enfants et des adolescents : des conflits, souvent douloureux **surviennent** au sein des familles, entre parents, enfants, grands parents-

On doit garder à l'esprit que le nombre de cas non rapportés de jeunes victimes est susceptible d'être bien plus important que ce qui est exprimé habituellement, dans la mesure où il existe généralement une sphère privée, et qu'il existe aussi des situations de risques qui paraissent "superficiels" tels que des habitudes alimentaires restrictives ou l'empêchement du développement intellectuel ou des compétences, qui peuvent avoir un effet défavorable sur le progrès des enfants et adolescents et sur leurs possibilités dans l'avenir.

A titre d'exemple, voici une liste d'incidents rapportés dans les médias d'Europe centrale vers la fin 2013 et le début 2014:

- Le meurtre de deux enfants, âgés de un et deux ans, et les blessures graves de deux autres âgés respectivement de 5 et de 8 ans, dans l'état du Maryland, U.S.A. par leur mère de 28 ans dans un acte d'exorcisme.

- La suspicion d'abus sur enfants de la secte "Twelve Tribes" ("North - East Kingdom Community Church") dans le district de Donau-Ries en Bavière.

- L'enquête menée par le procureur de Nuremberg-Fuerth, concernant des membres de la secte "New Group of World Servers" présumés avoir privé un enfant de soins médicaux.

- Des abus commis sur des enfants de 10 à 12 ans et sur leur mère par le dirigeant de la secte "Re Maya", âgé de 62 ans, à Rome, Italie.

- D'innombrables abus sur enfants par Warren Jeffs, dirigeant d'une secte polygame camouflée en église ("FLDS"), dans l'état du Texas aux Etats Unis.

- Il y a quelque temps, l'abus contre des enfants, déguisé en "toddler meditation" (méditation des tout-petits), par des adeptes du groupe Thakar Singh dans la région de Chiemgau en Bavière.

On voit clairement ce que signifie être un enfant en Scientologie dans le livre¹ "Beyond Belief : My secret life" de Jenna Miscavige Hill, 29 ans, publié en 2013. Jenna Miscavige Hill est la nièce de David Miscavige qui dirige la Scientologie. Elle décrit dans son livre le travail des enfants, les interrogations, les dénonciations et les intimidations de "Special Affairs", la police secrète de l'organisation.

Un conflit portant sur 50 millions de dollars américains a propos d'un article paru dans les medias en 2013, où Tom Cruise la star de la Scientologie aurait été décrit comme étant un "père corbeau", s'est réglé hors des tribunaux. C'est ainsi que le porte-drapeau phare de la Scientologie peut se vanter d'avoir des "relations merveilleuses" avec sa fille.

Il n'y a aucun doute : les enfants et les adolescents constituent souvent des cibles dans le contexte de la stratégie des groupes dits sectaires et des psycho-groupes. Dans la Scientologie, l'organisation profite de ce que l'éducation et la formation soit un domaine politique clé. Elle fait de la publicité sur Internet avec le slogan "donner aux enfants une vie heureuse et épanouissante". Lorsque des parents se laissent tenter, peut-être parce qu'ils se posent des problèmes d'éducation, la Scientologie préconise le livre "Dianétique pour les enfants", comme étant une "nouvelle approche de l'éducation" apte à susciter "l'amour et le respect chez l'enfant". Mais la "découverte capitale" sur l'éducation des enfants de Ron Hubbard, fondateur de la Scientologie, ne serait qu'une première introduction à l'idéologie scientologique. L'organisation omet de préciser que derrière ce supposé désir de rendre service, se cache un but tout autre: la Scientologie ambitionne une "nouvelle civilisation", un ordre social qui fonctionne selon les principes scientologiques, lesquels ont très peu en commun avec l'ordre de liberté fondé sur la démocratie de la République Fédérale d'Allemagne.

Normalement, c'est de la responsabilité personnelle des adultes de vouloir changer radicalement de vie et faire confiance pour cela à des groupes fermés, puis de choisir des offres psychologiques.

Mais il en va tout autrement lorsque le bien-être mental et spirituel des enfants est mis en danger à cause du comportement sur fond religieux ou idéologique des adultes. Cela paraît évident lorsqu'on s'attaque à l'intégrité physique, mentale et sexuelle d'un enfant.

On doit cependant faire attention à des problèmes moins aisés à déceler : l'influence des groupes dits sectes et psycho-groupes sur la relation parents / enfants,

¹ Traduit en français par « Rescapée de la Scientologie. La nièce du dirigeant mondial de la Scientologie témoigne pour la première fois ». Jenna Miscavige Hill avec Lisa Pulitzer. 2013.

qui est susceptible d'avoir des conséquences sur le développement de ces derniers. On signale régulièrement des méthodes d'éducation parentale particulièrement répressives, en lien avec des sectes et psycho-groupes, méthodes qui prennent parfois la forme de punitions physiques et qui sont perpétuées sous l'enseigne du "droit de l'homme à la liberté religieuse".

S'il est vrai que dans notre société tout est mis en oeuvre pour agir contre ce qui porte atteinte au bon développement de l'enfant, cela signifie que la liberté de pensée, de conscience et de religion doit aussi être prise en compte en ce qui concerne les droits des enfants - conformément à la Convention des droits des enfants des Nations Unis, Article 19.

5. Le Bureau Gardien de l'Etat protecteur de l'ordre des valeurs.

Dans la Scientologie, par exemple, l'orientation anti démocratique se trouve dès le départ au cœur de son concept de l'homme : son fondateur refusait aux non scientologues leur suprême droit à la dignité humaine, leur droit à l'auto-détermination en les traitant « d'aberrants » ou « d'humanoïdes produits en masse », leur refusant ainsi le suprême droit fondamental de dignité humaine. Cela montre clairement l'importance pour les victimes des groupes sectaires de faire appel aux « Droits de l'Homme ». Mais lorsque de tels groupes utilisent les nobles concepts de droits de l'homme, de tolérance et de discrimination comme instruments pour maltraiter et réduire au silence les victimes de leurs systèmes de pensée rigides et à visées extrémistes, ces mêmes termes doivent être pris comme des principes aporétiques (sujets au doute) et trop sérieux pour être exploités par eux.

Pour les personnes qui ont subi des dommages de groupes dits sectaires et des psychogroupes, et en particulier pour ceux qui en ont été victimes pendant leur enfance ou adolescence, une décision rendue en 1990 par la Cour Fédérale de la République d'Allemagne lors d'un jugement criminel est d'importance:

"L'Etat a donc pour tâche d'assurer les conditions extérieures nécessaires à un développement mental et spirituel des enfants et des jeunes qui correspondent à l'image de l'homme selon la Loi Fondamentale, et de les protéger des influences propres à guider leur développement dans une direction incompatible avec la Loi Fondamentale".

La Cour Fédérale cite ensuite la Cour Constitutionnelle et poursuit: "Ceci découle de l'Article 1 de la Loi Fondamentale", ce qui signifie la dignité humaine et l'inviolabilité des droits de l'homme ; elle poursuit, à propos du mariage et de la famille : "L'Etat, lorsqu'il exerce son devoir de gardien a (aussi) le devoir d'agir, dans la cadre de ses possibilités, pour soustraire les enfants et les jeunes à des influences au sein de la société en contradiction avec la Loi Fondamentale. Pour atteindre ce but, qui est de niveau constitutionnel, il peut aussi à la base utiliser des moyens pénaux(...)".

La plus grande réussite intellectuelle de la modernité est peut-être cela, que l'Etat démocratique endosse la charge de gardien de l'ordre des valeurs, et de là la protection de ceux qui ont à souffrir de violation des droits de l'homme par les sectes. Les enfants concernés, les jeunes et les parents pourront dire merci.